

"Plan de retour à la normale": pourquoi une directrice d'Ehpad met son veto

Article 23/06/2020

Les Ehpad préservés du coronavirus devaient préparer un tel plan pour le 22 juin: en Meurthe-et-Moselle, Charlotte Guiot, directrice d'un Ehpad congréganiste, explique à Gerontonews pourquoi elle ne s'est pas soumise à une injonction qu'elle juge "incohérente", lui préférant une adaptation "au jour le jour".

"Je suis incapable de dire, 'dans 15 jours je rouvre', je ne sais pas": expliquant "s'adapter à petits pas et au jour le jour", Charlotte Guiot se dit bien démunie, ce 23 juin, pour pouvoir "présenter les étapes d'extinction" de diverses mesures de précaution prises pendant la crise sanitaire dans le cadre d'un "plan de retour à la normale" que les Ehpad devaient rendre la veille.

Raison pour laquelle cette directrice d'Ehpad a tout bonnement refusé d'élaborer ce plan.

Petit rembobinage: le 14 juin, Emmanuel Macron lui-même annonçait [la réautorisation des visites en Ehpad](#).

Trois jours plus tard, la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) [diffusait le protocole correspondant](#).

Ce document demandait, donc, aux directeurs dont l'établissement n'est pas concerné par des cas réels ou supposés de Covid-19, de formaliser pour le 22 juin un plan progressif de retour à la vie d'avant sur plusieurs axes, précisant que l'agence régionale de santé (ARS) pouvait en demander copie.

"Décrédibilisés et pas considérés dans notre métier"

Si l'Ehpad congréganiste Maison Saint-Charles de Dombasle-sur-Meurthe, près de Nancy, n'a eu à déplorer qu'un cas positif chez une résidente (sur 70) après un dépistage massif fin mars, sa directrice reste prudente. D'autant qu'elle se dit, avant toute chose, lassée.

"Cela devient usant d'être informée après tout le monde de ce qu'on nous demande de faire", lâche Charlotte Guiot auprès de Gerontonews, déclarant se sentir "pas forcément considérée" dans son métier.

Un sentiment qui rejoint la position de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), dont elle est adhérente.

Elle fait en tout cas directement référence à l'annonce présidentielle du 14 juin mais aussi à [celle du ministre Olivier Véran en avril](#), qui avait sonné la reprise des visites avant de diffuser un protocole *ad hoc*.

De quoi, pour cette directrice, "décrédibiliser" les équipes "vis-à-vis des familles avec lesquelles on a beaucoup, beaucoup, de mal à instaurer des relations de confiance". Certaines viennent à penser que l'Ehpad ne rouvre pas parce qu'il a "des choses à cacher".

Charlotte Guiot fustige un manque "d'information au préalable" et de "consultation" des professionnels sur les difficultés et sur "la manière d'annoncer des choses au grand public".

"On apprend ça le dimanche pour une mise en oeuvre le lundi", déplore-t-elle.

Or, "quand on annonce qu'une famille peut venir" et que grâce au respect des gestes barrières, "seuls les regards et les paroles suffisent, j'ai envie de répondre que beaucoup de résidents sont sourds et qu'il faut leur parler dans le creux de l'oreille; qu'une large partie, atteints de troubles cognitifs, ne comprend pas que leur famille ne vienne pas vers eux, et d'autres pour lesquels le toucher reste le seul moyen de communication".

"Et quand on a porté les équipes à bout de bras pendant des semaines et qu'elles craignent la réouverture de peur 'd'avoir fait tout ça pour rien', moi, je dis quoi?"

A un moment, les salariés pensent que "le gouvernement ne prend pas la mesure de tous les sacrifices, de toutes les précautions faits et pris pour accompagner les résidents et pour ne pas faire entrer le virus. Et je pense qu'il faut une cohérence", assène Charlotte Guiot.

Or, elle n'en distingue pas davantage dans le protocole de déconfinement progressif. En clair, "rouvrir complètement l'établissement" lui "paraît compliqué" en regard de ce qu'elle entend de la circulation du virus dans le Grand Est.

"Je n'ai pas envie d'imposer aux familles et aux résidents un reconfinement, je préfère donc le faire de façon mesurée. Mais à cette heure-ci, je ne suis pas capable de dire quand on pourra lever l'ensemble des mesures car je suis tributaire de l'évolution de la situation sanitaire en France." Impossible, dans ce contexte, d'échelonner précisément dans le temps les fameuses "étapes d'extinction".

D'autant que sa responsabilité reste engagée, comme elle l'a rapidement vérifié auprès de l'ARS Grand Est. "J'ai demandé comment je pourrais faire [...] Je leur ai dit que je ne ferai pas le plan car je n'étais pas capable de le faire."

L'ARS lui a demandé de transmettre les points qu'elle trouvait incohérents: chose faite le 18 juin.

Charlotte Guiot ne comprend notamment pas les différences de traitement entre les Ehpad, qui accueillent des publics fragiles et sont censés retrouver "une situation normale" à terme, et les écoles, "qui restent dans un protocole sanitaire avec encore beaucoup de contraintes alors que les enfants ne vivent pas sur place".

"Aucun modèle intermédiaire possible" dans cet Ehpad

Surtout, le protocole s'apparente à "un modèle global qui ne s'adapte pas à chaque établissement", déplore Charlotte Guiot, à commencer par la reprise des visites sans rendez-vous, que les "plans" doivent prioriser.

"On parle de 'progression', mais compte tenu de notre architecture -qui ne permet pas d'avoir une entrée indépendante- et de notre organisation, qu'on a pourtant bougée [pendant la crise], soit on rouvre tout, soit on est obligé de restreindre, il n'y a pas de modèle intermédiaire [possible] chez nous", illustre-t-elle.

Pour aller en chambre, "les familles vont se retrouver confinées dans l'ascenseur avec mes résidents et je ne peux pas mettre une ASH [agent de service hospitalier] dans chaque ascenseur [pour le désinfecter]".

"Et ça me paraît impossible de faire des visites libres en chambre et derrière assurer une désinfection et contrôler que les familles portent bien le masque."

Exemple? Le 22 juin, "on a rouvert avec sept points de rencontre différents en dehors des chambres, et on s'est battu avec quatre familles qui portaient le masque trois minutes" avant de l'enlever. Alors "comment faisons-nous?"

"Je serais plus populaire auprès des familles si je leur disais qu'on va rouvrir complètement, mais si dans trois semaines-un mois une vague se propage dans mon établissement", c'est à elle qu'on demandera des comptes.

Pour le moment, les rendez-vous sont donc maintenus. "Si une famille n'en a pas, elle s'insère dans l'un des sept points identifiés, quitte à attendre si aucun n'est disponible."

Concernant un autre point-clé listé par le protocole, les admissions, que l'Ehpad Saint-Charles a repris, avec des visites de pré-admission "limitées" en visioconférence, puis réelles "quand la démarche est plus aboutie". Les nouveaux résidents font un test PCR et sont isolés "pendant 14 jours" alors que le document n'en impose que sept. Mais Charlotte Guiot joue, encore, la prudence, "après échange avec le médecin coordonnateur".

Sorties: un "principe d'équité" difficile à respecter

Côté sorties, elles sont toujours verrouillées, reconnaît Charlotte Guiot, citant "une grosse question" sur le "principe d'équilibre et d'équité entre les résidents".

Et de citer les différences entre une résidente partant en vacances pendant un mois et se faisant tester en rentrant, et un résident souhaitant se rendre pendant deux jours à un baptême en Alsace "avec des personnes venant des quatre coins de la France", une sortie comportant davantage de risque, estime-t-elle, en lien, là encore, avec le médecin coordonnateur.

Quant aux intervenants extérieurs, les kinésithérapeutes, orthophonistes et pédicures, ils ont pu revenir depuis trois semaines "car on avait déjà priorisé certains résidents. Là on a élargi, et on leur demande de grouper leurs interventions". "Un planning" est aussi organisé pour qu'ils ne viennent pas le même jour.

Un bénévole reviendra "début juillet", en extérieur, lors d'un barbecue, pour jouer de l'accordéon.

Pour l'heure, l'équipe se réunit tous les matins pour faire le point: visites, repas, animation, tout est passé en revue et modifié au cas par cas.

"Tous les jours, il y a des nouveautés car on s'adapte, par rapport à des choses n'ayant pas fonctionné, aux retours des familles, à l'évolution des résidents et à celle de la crise sanitaire", explique Charlotte Guiot. Mais ça, c'est au jour le jour sur le terrain et il me manque des pièces au puzzle pour pouvoir aller au bout des choses" et, donc, transmettre ce plan de retour à la normale, résume-t-elle.

Pour autant, l'Ehpad "n'a pas attendu" les directives nationales pour assouplir les règles, et aucun syndrome de glissement n'a été constaté.

Le confinement en chambre, jusqu'au 21 juin, n'a pas été trop strict: les résidents, tant qu'ils faisaient en sorte de ne pas se croiser, pouvaient librement sortir dans l'établissement et le jardin. "On a toujours eu un atelier gymnastique douce, dans une plus grande pièce, avec chacun son sac et son matériel identifié à son nom." Les professionnels ont aussi "multiplié les visites en chambre" et les repas ont pu être pris au restaurant "il y a un mois et demi", avec des résidents par huit, avec des remontées en chambre "décalées". Des moments qui ont notamment servi de temps d'échanges "moins officiels" avec la directrice sur les questions liées au confinement.

"On a préféré déconfiner toute la structure pour que les résidents puissent être libres dans leur lieu de vie, plutôt que de favoriser l'extérieur. Car si on déconfiner complètement l'extérieur, cela implique des mesures trop restrictives pour la vie à l'intérieur", justifie Charlotte Guiot.

cbe/ab

Claire Beziau